

215

2376/N

Le 15 décembre 1994

CONFIDENTIEL

NOTE DE SYNTHESE

RWANDA

Declassifié par décision
du ministre de la Défense

LE GOUVERNEMENT EN EXIL

N° - 001153 du 12 MAR 2021

Les tensions persistent aux portes du Rwanda. Les facteurs de troubles sont nombreux, et rendent difficile une amélioration de la situation. Le gouvernement en exil est confronté à deux problèmes majeurs : d'une part, conserver les attributs de la souveraineté en perpétuant un outil militaire pourtant fragilisé par les récentes confiscations d'armes lourdes qui ont diminué sa capacité offensive (1); d'autre part, assurer aux réfugiés un retour à court terme au Rwanda, car le gouvernement en exil fonde en partie sa légitimité sur sa capacité à défendre les intérêts des populations réfugiées.

.../...

(1) Les armes lourdes des troupes de l'ancien régime ont été confisquées au profit de la Division Spéciale Présidentielle (DSP) zaïroise.

2

I - LES INSTITUTIONS REGALIENNES ET LEUR SOUTIEN

a - Le gouvernement en exil et la classe politique

Les partis politiques (1), soucieux de préserver la cohésion

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL DÉFENSE

gouvernementale, restent très discrets et n'entravent pas l'action du gouvernement en exil.

Le maintien de M. Sindikubwabo, président de ce gouvernement, paraît aujourd'hui hypothétique. En effet, aux yeux des exilés rwandais, le président n'a pas su défendre la cause des vaincus de la guerre civile devant la communauté internationale.

Dans ce contexte, M. Casimir Bizimungu, ancien ministre de la Santé, aujourd'hui ambassadeur itinérant, apparaît dans les milieux réfugiés comme le seul homme capable de donner une nouvelle impulsion à la cause du gouvernement rwandais en exil. M. Ndirumapfse, président du Mouvement Républicain National pour la Démocratie (MRND), ancien parti gouvernemental, soutiendrait son accession au poste de Premier ministre. Il tient toutefois à ce qu'une telle éventualité n'hypothèque pas la cohésion actuelle de la classe politique en exil.

Outre le soutien de M. Mobutu Sese Seko, président du Zaïre, M. Casimir Bizimungu dispose de l'appui du général Augustin Bizimungu, chef d'état-major des anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR).

Par ailleurs, l'encadrement de la population reste réel, le clergé hutu, relais des autorités déchues, permettant un maillage très fin des camps de réfugiés.

b - Vers une régénération des anciennes Forces Armées Rwandaises (FAR) ?

Dans l'attente de négociations entre les autorités de Kigali et leur propre gouvernement, les militaires des anciennes FAR seraient prêts à patienter jusqu'à la mi-décembre 1994. Ce délai passé, l'option militaire serait envisagée. Le général Bizimungu penserait pouvoir lancer une offensive à partir de la fin du mois de janvier 1995.

Deux axes de pénétration auraient été décidés : au nord et au sud, de part et d'autre du lac Kivu. Les préfectures seraient bien évidemment les objectifs prioritaires d'une telle attaque.

Dans cette perspective, des troupes s'entraîneraient à 70km au sud de Bukavu.

.../...

(1) Notamment le Mouvement Républicain National pour la Démocratie (MRND), le Parti Social Démocrate (PSD), le Mouvement Démocratique Républicain (MDR) et le Parti Libéral (PL).

3

Par ailleurs, les événements de Katala (1), ont attesté l'activité des milices hutu Interahamwe. Celles-ci ont leur part de responsabilité dans les tensions qui agitent la région du Kivu. Leurs actions ne se limitent pas à la zone frontalière entre le Rwanda et le Zaïre. En effet, les milices de l'ancien régime n'hésitent pas à s'infiltrer en territoire burundais pour y effectuer des razzias et perpétuer ainsi une instabilité qui devient endémique dans l'ensemble de la sous-région.

c - Une diaspora toujours active

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense

CONFIDENTIEL N° 004153 du 12 MAR 2021

CONFIDENTIEL

Outre l'activisme de personnalités telles que MM. Augustin Bizimana et Augustin Ndirabatsire, respectivement ancien ministre de la Défense et ancien ministre du Plan, des Rwandais dévoués à la cause de l'ancien régime soutiennent le gouvernement en exil. A cet égard, le cas de M. Kabuga, riche homme d'affaires installé dans la capitale du Kenya est exemplaire. Ses activités seraient multiples, notamment une aide financière aux exilés et l'animation de l'association hutu qui finance sa propre école à Nairobi.

II - SITUATION HUMANITAIRE

a - Des chiffres incertains

Les récents événements de Katale ont montré combien la situation reste explosive dans les camps de réfugiés.

Selon un rapport du Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies (UNHCR) en date du 16 novembre 1994, la répartition géographique des réfugiés serait la suivante :

- 332 000 dans la région de Bukavu,
- 850 000 dans la région de Goma,
- 62 000 dans la région d'Uvira,
- 270 000 au Burundi,
- 577 800 en Tanzanie.

Déclassé par décision
du ministre de la Défense
N° 001153 du 12 MAR 2021

Toutefois, le gouvernement en exil estime que les évaluations du HCR sont minorées. En effet, selon ses dirigeants, le total des réfugiés se monterait à 4 millions. Indubitablement, les dirigeants de l'ancien régime ont tout intérêt à élargir leur base démographique, afin de renforcer leur légitimité aux yeux de la communauté internationale.

.../...

(1) A la suite de la mort d'un soldat des FAZ à la fin du mois de novembre 1994, des accrochages ont opposé au camp de Katale les exilés rwandais et les troupes zaïroises, occasionnant la mort de 26 personnes.

4

b - Une situation humanitaire qui reste tendue

Ces réfugiés sont soumis à des exactions qui aiguissent les tensions dans les zones humanitaires. Un climat de peur règne dans les camps au Zaïre, avivé par les rumeurs de collusion entre les Forces Armées Zaïroises (FAZ) et l'Armée Patriotique Rwandaise (APR). Ainsi, le bruit court parmi les réfugiés que l'APR soudoierait les Zaïrois afin d'extrader des dignitaires de l'ancien régime.

En outre, la perspective d'une attaque de l'APR est également envisagée avec crainte par les réfugiés.

Malgré la persistance de ces rumeurs, certains d'entre eux choisissent de retourner au Rwanda. Ainsi, il a été constaté un regain d'affluence à la frontière zaïro-rwandaise : 1 800 personnes, majoritairement hutu, auraient rejoint leur pays d'origine les 30 novembre et 1er décembre 1994.

*
* *

CONFIDENTIEL

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Commentaire :

La perspective d'une offensive de grande envergure des FAR vers le Rwanda paraît aujourd'hui peu probable. Certes, des infiltrations au Rwanda sont envisageables à court terme. Toutefois, en l'absence d'armes lourdes et de véritable soutien logistique, une opération d'envergure serait extrêmement risquée. Or, une seconde déroute des FAR interdirait toute possibilité de négociation au gouvernement en exil. Prendre le risque de perdre l'instrument que représentent les FAR (1) reviendrait à envisager un suicide non seulement politique mais aussi diplomatique.

Dans le domaine humanitaire, les chiffres avancés ne reflètent pas l'aspect mouvant de la situation. En effet, nombreux sont les réfugiés errant à la recherche de zones épargnées par les troubles qui agitent la région. De plus, les estimations du HCR ne prennent pas en compte les réfugiés qui vivent en dehors des structures humanitaires. Par conséquent, toute évaluation chiffrée de ces populations paraît, pour lors, quelque peu audacieuse.

(1) Malgré leur désoeuvrement et leur manque de matériel, les FAR pèsent sur la frontière zaïro-rwandaise et constituent donc un réel adjuvant dans les négociations diplomatiques du gouvernement exil.

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 001153 du 12 MAR 2021

CONFIDENTIEL DÉFENSE